



# Contre l'Attak !

L'expression libre du  de la Seine Maritime

janvier 2009

« Céder un peu, c'est capituler beaucoup »

Anonyme - slogan de mai 68

## Vague glaciale en 2009 !

Mutations : postes gelés  
Pouvoir d'achat : salaires figés  
Economie : banques frileuses  
Politique : confiance refroidie  
Société : consciences paralysées

## Le 29 janvier



**N'ayons pas froid aux yeux !!**

LA CRISE C'EST EUX,  
LA SOLUTION C'EST NOUS...  
**TOUS!**

**29** JANVIER 09  
**ACTION  
NATIONALE  
UNITAIRE**

Salaires  
Emplois  
Retraite  
Protection sociale  
Services publics  
...



*Une force*  
**à vos côtés**

[www.cgt.fr](http://www.cgt.fr)



Un Contr'Attak un peu particulier en ce début d'année ; particulier en ce qu'il est marqué par deux événements qui ont occupé, occupent et occuperont à la fois les militants, les agents des impôts et les salariés dans leur ensemble.

Tout d'abord, le 16 janvier.

A cette date, était convoqué le Comité Technique Paritaire Départemental dont l'ordre du jour se composait d'une part d'un bilan de la campagne impôt sur le revenu 2008 et d'autre part, du vote sur l'implantation des emplois en Seine Maritime.

Le premier point a donné lieu à critique de la part des représentants du SNADGI-CGT sur la fiabilité des chiffres - trop précis dans leur inexactitude - avancés par la Direction en matière de fréquentation de l'accueil.

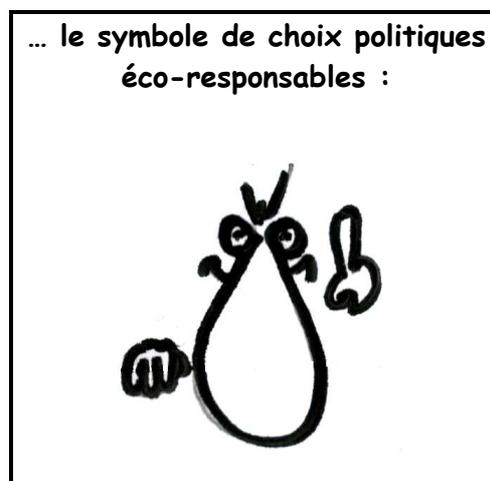
Le thème des emplois, et plus exactement de la suppression de plus de trente emplois, ne pouvait qu'engendrer une vive réaction de la part des organisations syndicales, d'autant plus que dans le même temps, un poste de directeur divisionnaire était créé.

Ainsi, après avoir lu la déclaration liminaire (ci-contre), remis les pétitions largement signées et écouté les quelques insignifiantes réponses de Monsieur Berne, tous les représentants syndicaux ont quitté la salle en signe de protestation.

Puis, le 29 janvier, journée d'action interprofessionnelle à l'appel de nombreux syndicats, pour laquelle des heures mensuelles d'information sont programmées et dont vous trouverez le planning ci-après.

Alors, moins percutant sûrement, moins drôle, peut-être, ce premier journal de l'année est le reflet de la période et la voix d'un syndicat qui reste en phase avec l'actualité.

⊕



« Comme chaque année, le SNADGI-CGT 76 refuse d'assister au jeu de massacre qui a pour règle de sacrifier nos emplois, parmi les 2 265 suppressions de postes prévues au niveau national à la DGFIP, 31 emplois seront supprimés dans la Filière Fiscale et 30 dans la Filière Gestion Publique en Seine Maritime au 1<sup>er</sup> septembre 2009.

L'objectif premier de la création de la DGFIP dans le cadre de la RGPP, est la réduction des coûts de la Fonction Publique et la diminution de l'intervention de l'État.

Rien d'autre ne justifie les suppressions d'emplois. Elles ne répondent qu'à des objectifs arithmétiques assignés par Mrs Woerth et Parini qui refusent de débattre de la politique de l'emploi.

Et vous ! Vous l'appliquez aveuglément, loyalement nuancez nous !

Les agents sont inquiets pour leur avenir, pour celui de la fonction publique et de leurs missions, notamment quand Woerth annonce dans la presse le non remplacement de 55% des départs à la retraite, et la réduction des crédits de fonctionnement.

Refuser de débattre du niveau des emplois nécessaires et accentuer une politique massive de suppressions conduit inéluctablement à l'affaiblissement de la mise en œuvre des missions.

La crise financière actuelle a démontré la nécessaire intervention de l'État dans le fonctionnement de la société française. Son rôle ne doit pas se limiter à celui d'une béquille pour soutenir le système capitaliste en crise ayant atteint ses limites, mais surtout à satisfaire les besoins sociaux de l'ensemble de la population sur l'ensemble du territoire.

La réduction des moyens pour y parvenir est incohérente.

Le SNADGI-CGT considère inadmissibles ces suppressions.

Les explications données par l'administration ne sont pas légitimes ( « efficience », « fléchage », « ajustement », « contribution », voire aucune justification quant aux emplois supprimés en Direction) et apparaissent comme de purs artifices de langage qui ne cherchent qu'à justifier cette politique de casse de la Fonction Publique.

Les suppressions d'emplois programmées pour 2009 accentueront la dégradation des conditions de travail avec le stress et le mal être au travail qu'elle engendre.

Celle-ci est démontrée dans le résultat de l'enquête Ipsos diligentée par la DG.

Nous exigeons un état des lieux des services et des missions et l'affectation des moyens nécessaires à leur exécution, dans des conditions satisfaisantes pour les agents et exigeons l'arrêt de la politique de suppressions d'emplois à la DGFIP et dans l'ensemble de la Fonction Publique.

Nous rappellerons cette exigence le 29 janvier prochain où nous attendons un mouvement de grande ampleur, qui regroupera les salariés du public et du privé et qui exprimera le malaise grandissant en France face notamment à l'emploi.

Nous refusons de discuter de votre projet départemental de suppressions d'emplois.

Nous boycottons ce point à l'ordre du jour du CTPD et après lecture des déclarations liminaires des organisations syndicales et après vous avoir remis une pétition intersyndicale signée massivement par les agents, nous quitterons la salle. »

#### LIEUX, DATES ET HEURES DES PROCHAINES HEURES MENSUELLES D'INFORMATION

LE HAVRE	Lundi 26 à 10h30	ELBEUF	Mardi 27 à 15h
FECAMP	Lundi 26 à 10h30	YVETOT	Lundi 26 à 14h30
BOLBEC	Lundi 26 à 14h30	ROUEN DSF ROUEN Cité	Lundi 26 à 14h30 Mardi 27 à 10h (amphi TG)